

**6 MAI 1999. — Décret créant la société anonyme de droit public
« Société de garantie régionale wallonne » (S.G.R.W.) (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Il est créé une Société de garantie régionale wallonne, en abrégé : « S.G.R.W. ». La S.G.R.W. est une société anonyme de droit public dont le siège social est établi à Liège. Pour tout ce qui n'est pas réglé par le présent décret, les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, sont d'application.

Les statuts ainsi que toute modification à ceux-ci sont soumis à l'approbation du Gouvernement.

Art. 2. § 1^{er}. La S.G.R.W. a pour objet de faciliter l'octroi de crédit à usage professionnel aux petites et moyennes entreprises et favoriser leur création et leur développement en Région wallonne.

La S.G.R.W. a pour mission d'accorder, moyennant commission, une garantie partielle et supplétive sur le remboursement en capital, intérêts et accessoires de prêts ou de crédits consentis par :

1. des établissements de crédit et des établissements financiers agréés par la Commission bancaire et financière;
2. des sociétés spécialisées dans le financement des opérations de création et de développement des petites et moyennes entreprises, à l'exception de celles dans lesquelles les pouvoirs publics détiennent directement ou indirectement une participation majoritaire ou de celles qui bénéficient d'un droit de tirage ou d'un financement régional.

Le Gouvernement fixe le niveau des commissions.

§ 2. Par « petite et moyenne entreprise », il faut entendre toute personne physique ou toute société dotée de la personnalité juridique répondant aux critères suivants :

- 1° elle emploie moins de deux cent cinquante personnes;
- 2° son chiffre d'affaires annuel n'excède pas 40 millions d'euros, ou son total du bilan annuel n'excède pas 27 millions d'euros.

Pour l'application de ces limites, il est tenu compte non seulement des données de l'entreprise considérée, mais aussi des sociétés dont cette entreprise a directement ou indirectement des parts sociales représentant au moins 25 % du capital ou conférant au moins 25 % des droits de vote.

Une société n'est pas considérée comme une petite et moyenne entreprise si une ou plusieurs personnes ne répondant pas à la définition de la petite et moyenne entreprise ont des parts sociales de ladite société représentant au moins 25 % du capital ou conférant au moins 25 % des droits de vote.

Art. 3. La mission visée à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, porte sur les opérations suivantes :

- 1° le crédit d'investissement et le crédit-bail destinés :
 - a. au financement d'immeubles bâtis ou non bâtis d'une durée maximale de vingt-cinq ans;
 - b. au financement de machines d'une durée maximale de dix ans;
 - c. au financement de matériel, de mobilier professionnel ou d'outillage d'une durée maximale de cinq ans;
 - d. au financement d'une durée maximale de cinq ans d'investissements immatériels tels que les études de marché, d'organisation, la recherche ou la mise au point de prototypes, de produits nouveaux, de procédés nouveaux de fabrication, de méthodes de commercialisation, le fonds de commerce et l'achat de licences ou de brevets;
- 2° le crédit de constitution, de renforcement ou de reconstitution de fonds de roulement amenuisé par le financement d'investissements antérieurs visés au 1°;
- 3° le crédit visant l'augmentation de fonds propres ou de quasi-fonds propres d'une petite et moyenne entreprise dont la majorité des actions est détenue par des personnes physiques et dont la gestion est assurée par l'une au moins de ces personnes;
- 4° le crédit destiné à l'acquisition d'actions ou de participations dans le cadre de transmission ou d'acquisition de petites et moyennes entreprises;
- 5° le crédit de bonne fin.

Le Gouvernement détermine les modalités d'exécution de la mission visée à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2.

Il peut préciser ou restreindre la liste des opérations visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 4. Pour bénéficier de la garantie de la S.G.R.W., la petite et moyenne entreprise doit relever des secteurs d'activités suivants :

- 1° de l'industrie, de l'artisanat, du commerce ou des services;
- 2° de la pisciculture;
- 3° de la production d'énergies alternatives et renouvelables;
- 4° des sports et des loisirs.

Sont exclus :

- 1° les secteurs des banques et autres institutions financières, des assurances et de l'immobilier;
- 2° les secteurs de la production et de la distribution d'énergie et d'eau;
- 3° les secteurs de l'enseignement et de la formation;
- 4° les secteurs de la santé;
- 5° les secteurs de la culture;
- 6° les professions libérales qui n'ont pas de rapport direct avec l'activité économique des petites et moyennes entreprises.

Le Gouvernement peut étendre ou restreindre les exclusions visées à l'alinéa 2 à d'autres secteurs ou branches d'activités pour chacun des types d'opérations visés à l'article 3. Dans ce cas, sa décision devra prendre exclusivement en considération les principes et objectifs de développement durable ou de création d'emplois.

Art. 5. Le capital social de la S.G.R.W. est entièrement libéré. Les actions sont nominatives.

La Région et les personnes morales habilitées par le Gouvernement peuvent être actionnaires de la S.G.R.W. Les personnes morales habilitées ne peuvent détenir plus de 49 % du capital social.

Art. 6. Le conseil d'administration est composé :

1° de sept membres, dont le président et les deux vice-présidents;

2° de deux représentants de l'Union wallonne des entreprises, de deux représentants de l'Entente wallonne des Classes moyennes et de deux représentants des organisations de travailleurs.

Moyennant avis conforme du Gouvernement, les membres du conseil d'administration sont nommés pour un mandat de six ans renouvelable par l'assemblée générale, sur proposition du Gouvernement pour les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, et sur une liste double pour les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 2°.

La gestion journalière de la S.G.R.W. est confiée aux président et vice-présidents qui forment un comité de direction.

Le lien entre la société et les membres de son personnel est de nature contractuelle.

L'assemblée générale fixe le montant des émoluments et des rémunérations des administrateurs, moyennant approbation du Gouvernement.

Art. 7. Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité des opérations au regard des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, du décret et des statuts de la S.G.R.W. s'effectue par un ou plusieurs réviseurs choisis parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Deux commissaires désignés par le Gouvernement, ci-après dénommés les commissaires du Gouvernement, assistent, avec voix consultative, au conseil d'administration. Ils peuvent, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de la S.G.R.W. Ils peuvent requérir de tous les administrateurs, agents et préposés, toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui leur paraissent nécessaires à l'exécution de leur mandat. Ils peuvent, en outre, faire inscrire à l'ordre du jour du conseil d'administration toute question en rapport avec le respect du décret, des statuts et des obligations de la S.G.R.W.

Les commissaires du Gouvernement disposent d'un délai de quatre jours ouvrables pour prendre leur recours contre toute décision qu'ils estiment contraire à la loi, au décret, aux statuts, à la convention particulière visée à l'article 9 ou à l'intérêt général. Le recours est suspensif. Ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que les commissaires du Gouvernement y aient été régulièrement convoqués et, dans le cas contraire, à partir du jour où ils en ont reçu connaissance.

Chaque commissaire du Gouvernement exerce son recours auprès du Gouvernement. Si, dans un délai de trente jours commençant le même jour que le délai visé à l'alinéa 3, le Gouvernement saisi du recours n'a pas annulé la décision, celle-ci devient définitive. L'annulation de la décision est notifiée par le Gouvernement au conseil d'administration de la S.G.R.W.

L'assemblée générale fixe les émoluments des commissaires.

Art. 8. La Région accorde à la S.G.R.W. les ressources financières et humaines nécessaires à l'accomplissement des missions visées à l'article 3 et à la couverture des charges qui en découlent.

Art. 9. Le Gouvernement conclut avec la S.G.R.W. une convention particulière qui organise les relations entre la Région wallonne et la société pour la mise en œuvre du présent décret.

La convention est transmise pour information par le Gouvernement au Conseil régional wallon.

La convention porte notamment sur les objectifs généraux assignés à la S.G.R.W., sur les moyens à mettre en œuvre, sur l'organisation des activités, ainsi que sur les conditions de mise à disposition par la Région wallonne des ressources financières visées à l'article 8, de même que les modalités de contrôle de l'utilisation de ses ressources.

Cette convention est conclue pour une période de trois ans et peut être reconduite.

Le conseil d'administration de la S.G.R.W. soumet un projet de convention au plus tard dans les trois mois de la création de la société.

Un rapport annuel d'évaluation de la convention est soumis au Gouvernement par la S.G.R.W. Il est transmis, pour information, par le Gouvernement au Conseil régional wallon dans un délai d'un mois.

Art. 10. L'encours maximum des engagements de la S.G.R.W. est fixé à 10 milliards de francs.

Art. 11. Chaque année, la S.G.R.W. remet au Gouvernement un rapport sur les opérations réalisées dans le cadre de ses missions.

Dès qu'il reçoit le rapport annuel visé à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement le transmet, pour information, au Conseil régional wallon.

Trimestriellement, la S.G.R.W. transmet au Gouvernement toutes données statistiques, ainsi que toutes les informations concernant ses missions.

Art. 12. Dans la Section II – Fonds de Garantie – les articles 12 à 27 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique sont abrogés en ce qui concerne la Région wallonne. Ils restent toutefois d'application pour les dossiers ayant fait l'objet de décisions antérieures à l'entrée en vigueur du présent décret. Pour les nouveaux dossiers introduits après l'entrée en vigueur du présent décret, l'abrogation des articles 12 à 27 de la loi du 4 août 1978 ne sera effective qu'après finalisation de la convention entre la S.G.R.W. et la Région wallonne mentionnée à l'article 9 du présent décret.

Art. 13. La S.G.R.W. reprend les droits et les obligations de la société anonyme Crédit professionnel relatifs au Fonds de garantie établi au sein de celle-ci, et ce, dans les douze mois qui suivent sa constitution, sauf prolongation consentie par le Gouvernement.

Les actions en justice relatives aux droits et obligations dudit Fonds sont intentées par la S.G.R.W. tant en qualité de demandeur qu'en qualité de défendeur.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 6 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique,
du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

—————
Note

(1) *Session 1998 - 1999*
Documents du Conseil régional wallon, 511 (1998 - 1999) n^{os} 1 à 8.
Compte rendu intégral, séance publique du 28 avril 1999.
Discussion - Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

D. 99 — 1732

[C - 99/27458]

**6 MAI — Dekret zur Gründung der Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts
«Société de garantie régionale wallonne» (S.R.G.W.) (Wallonische regionale Garantiegesellschaft) (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Es wird eine «Société de garantie régionale wallonne», abgekürzt: «S.G.R.W.» gegründet. Die S.G.R.W. ist eine Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts, deren Gesellschaftssitz in Lüttich festgelegt ist. Die am 30. November 1935 koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften finden Anwendung auf alles, was nicht durch das vorliegende Dekret geregelt wird.

Die Satzungen sowie deren Abänderung unterliegen der Genehmigung der Regierung.

Art. 2 - § 1. Die S.G.R.W. hat zum Zweck, die Gewährung von Krediten zu Berufszwecken zugunsten von kleinen und mittleren Unternehmen zu erleichtern und die Gründung und Entwicklung solcher Unternehmen in der Wallonischen Region zu fördern.

Die Aufgabe der S.G.R.W. besteht darin, gegen Zahlung einer Provision eine Teil- und ergänzende Garantie zu bewilligen für die Rückzahlung des Kapitals, der Zinsen und Nebenkosten von Darlehen oder Krediten, die durch die folgenden Einrichtungen gewährt werden:

1. Kredit- und Finanzeinrichtungen, die durch die Kommission für das Bank- und Finanzwesen zugelassen worden sind;

2. Gesellschaften, die auf die Finanzierung von Maßnahmen zur Gründung und Entwicklung von kleinen und mittleren Unternehmen spezialisiert sind, mit Ausnahmen der Gesellschaften, in denen die öffentlichen Behörden mittelbar oder unmittelbar die Mehrheit im Kapital halten, oder der Gesellschaften, die ein regionales Ziehungsrecht oder eine regionale Finanzierung genießen.

Die Regierung bestimmt die Höhe der Provisionen.

§ 2. Unter «kleinem und mittlerem Unternehmen» versteht man jede natürliche Person oder jede Gesellschaft mit Rechtspersönlichkeit, die den folgenden Kriterien genügt:

1° sie beschäftigt weniger als zweihundertfünfzig Personen;

2° ihr jährlicher Umsatz überschreitet nicht 40 Millionen Euro, oder der Gesamtbetrag ihrer jährlicher Bilanz überschreitet nicht 27 Millionen Euro.

Für die Anwendung dieser Grenzbeträge werden nicht nur die Angaben des betroffenen Unternehmens, sondern auch die Angaben der Gesellschaften berücksichtigt, in denen dieses Unternehmen mittelbar oder unmittelbar Gesellschaftsanteile besitzt, die mindestens 25 % des Kapitals entsprechen, oder die mindestens 25 % der Stimmrechte verleihen.

Eine Gesellschaft wird nicht als ein kleines und mittleres Unternehmen betrachtet, wenn eine oder mehrere Personen, die der Definition des kleinen und mittleren Unternehmens nicht entsprechen, Gesellschaftsanteile in der besagten Gesellschaft besitzen, die mindestens 25 % des Kapitals entsprechen, oder die mindestens 25 % der Stimmberechtigungen verleihen.

Art. 3 - Die in Artikel 2, § 1, Absatz 2 erwähnte Aufgabe betrifft die folgenden Maßnahmen:

1° der Anlagekredit oder das Leasing zu folgenden Zwecken:

- a. Finanzierung von bebauten oder unbebauten Immobilien über höchstens fünfzig Jahre;
- b. Finanzierung von Maschinen über höchstens zehn Jahre;
- c. Finanzierung von Material, beruflichem Mobiliar oder Werkzeugausrüstung über höchstens fünf Jahre;
- d. Finanzierung über höchstens fünf Jahre von unkörperlichen Investitionen wie Marktbeobachtungen, Organisation, Forschung oder Entwicklung von Prototypen, neuen Produkten, neuen Herstellungs- und Vermarktungsverfahren, Firmenwert und Ankauf von Lizenzen oder Patenten;

2° der Kredit zur Bildung, Verstärkung oder Weiterbildung der Betriebsmittel, die durch die Finanzierung von unter 1° erwähnten früheren Investitionen verringert worden sind;

3° der Kredit zur Erhöhung des Eigenkapitals oder der Quasi-Eigenmittel eines kleinen und mittleren Unternehmens, dessen Mehrheitsaktionäre natürliche Personen sind und dessen Verwaltung von mindestens einer dieser Personen gewährleistet wird;

4° der Kredit, der zum Erwerb von Aktien oder Anteilen im Rahmen der Übertragung oder des Ankaufs von kleinen und mittleren Unternehmen bestimmt ist;

5° der Ausfallkredit.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Ausführung der in Artikel 2, § 1, Absatz 2 erwähnten Aufgabe. Sie kann die Liste der in Absatz 1 erwähnten Maßnahmen genauer bestimmen oder beschränken.

Art. 4 - Um Anspruch auf die Garantie der S.G.R.W. zu haben, muss das kleine und mittlere Unternehmen in den folgenden Bereichen tätig sein:

- 1° Industrie, Handwerk, Handel oder Dienstleistungen;
- 2° Fischzucht;
- 3° Produktion von alternativen und erneuerbaren Energien;
- 4° Sport und Freizeit.

Die folgenden Bereiche sind ausgeschlossen:

- 1° das Bankwesen und die sonstigen Finanzinstitutionen, das Versicherungswesen und der Immobilienbereich;
- 2° die Bereiche der Produktion und Versorgung von Energie und Wasser;
- 3° das Unterrichtswesen und der Ausbildungsbereich;
- 4° das Gesundheitswesen;
- 5° das Kulturwesen;
- 6° die freiberuflichen Tätigkeiten, die mit der Tätigkeit der kleinen und mittleren Unternehmen keine unmittelbare Verbindung haben.

Die Regierung darf für jede in Artikel 3 erwähnte Art Maßnahmen die in Absatz 2 erwähnten Ausschließungen auf andere Bereiche oder Fächer erweitern oder beschränken. In diesem Fall muss ihr Beschluss ausschließlich die Grundsätze und Zielsetzung der nachhaltigen Entwicklung oder der Schaffung von Arbeitsplätzen in Betracht ziehen.

Art. 5 - Das Gesellschaftskapital der S.G.R.W. ist vollständig eingezahlt. Die Aktien sind Namensaktien.

Die Region und die von der Regierung befugten juristischen Personen dürfen Aktionäre der S.G.R.W. sein. Die befugten Personen dürfen nicht mehr als 49 % des Gesellschaftskapitals besitzen.

Art. 6 - Der Verwaltungsrat hat die folgende Zusammensetzung:

- 1° sieben Mitglieder, von denen der Vorsitzende und zwei stellvertretende Vorsitzende;
- 2° zwei Vertreter der «Union wallonne des Entreprises» (Wallonischer Verband der Unternehmen), zwei Vertreter der «Entente wallonne des Classes moyennes» (Wallonischer Verband des Mittelstands) und zwei Vertreter der Arbeitnehmerorganisationen.

Nach Zustimmung der Regierung werden die Mitglieder des Verwaltungsrats für ein erneuerbares Mandat von sechs Jahren durch die Generalversammlung bezeichnet. Diese Bezeichnung erfolgt auf Vorschlag der Regierung für die in Absatz 1, 1° erwähnten Mitglieder und auf einer doppelten Liste für die in Absatz 1, 2° erwähnten Mitglieder.

Die tägliche Verwaltung der S.G.R.W. wird dem Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden, die zusammen den Vorstand bilden, anvertraut.

Die Verhältnisse zwischen der Gesellschaft und den Personalmitgliedern sind Vertragsverhältnisse.

Die Generalversammlung legt mit der Zustimmung der Regierung die Höhe der Bezüge und Besoldungen der Verwalter fest.

Art. 7 - Die Kontrolle der Finanzlage, des Jahresabschlusses und der Ordnungsgemäßheit der Operationen im Hinblick auf die koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften, des Dekrets und der Satzungen der S.G.R.W. wird durch einen oder mehrere Revisoren durchgeführt, die unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren ausgewählt werden.

Zwei von der Regierung bezeichnete Kommissare, nachstehend die Kommissare der Regierung genannt, wohnen den Sitzungen des Verwaltungsrats mit beratender Stimme bei. Sie sind berechtigt, jederzeit an Ort und Stelle Einsicht in die Bücher, den Schriftwechsel, die Protokolle und generell in alle Schriftstücke der S.G.R.W. zu nehmen. Sie können von den Verwaltungsratsmitgliedern und Bediensteten und Beauftragten jegliche Erläuterungen und Auskünfte erfordern und alle Überprüfungen vornehmen, die ihnen zur Ausführung ihres Mandats notwendig erscheinen. Außerdem dürfen sie jede Frage in die Tagesordnung aufnehmen lassen, die im Zusammenhang mit der Beachtung des Dekrets, der Satzungen und der Verpflichtungen der S.G.R.W. steht.

Die Kommissare der Regierung verfügen über eine Frist von vier Arbeitstagen, um Klage gegen einen Beschluss einzulegen, von dem sie der Meinung sind, daß er gegen das Gesetz, das Dekret, die Satzungen, das in Artikel 9 angeführte Sonderabkommen oder das allgemeine Interesse verstößt. Diese Klage hat aufschiebende Wirkung. Diese Frist läuft ab dem Tag der Sitzung, auf der der fragliche Beschluss getroffen wurde, insofern die Kommissare der Regierung ordnungsgemäß zu dieser Sitzung geladen wurden, oder im gegenteiligen Fall, ab dem Tag, an dem sie über den Beschluss in Kenntnis gesetzt wurden.

Die Kommissare legen ihre Klage bei der Regierung ein. Falls die mit der Klage befasste Regierung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, die ab demselben Datum wie die in Absatz 3 erwähnten Frist läuft, den Beschluss nicht für nichtig erklärt hat, wird dieser endgültig.

Die Nichtigkeitserklärung des Beschlusses wird von der Regierung dem Verwaltungsrat der S.G.R.W. mitgeteilt.

Die Generalversammlung legt die Bezüge der Kommissare fest.

Art. 8 - Die Region stellt der S.G.R.W. alle finanziellen und menschlichen Mittel bereit, die sie für die Durchführung ihrer Aufgaben und die Abdeckung der dabei entstehenden Lasten benötigt.

Art. 9 - Die Regierung schließt mit der S.G.R.W. ein Sonderabkommen ab, das die Beziehungen zwischen der wallonischen Region und der Gesellschaft im Rahmen der Umsetzung des vorliegenden Dekrets regelt.

Die Regierung übermittelt dieses Abkommen dem Wallonischen Regionalrat zur Kenntnisnahme.

Das Abkommen bezieht sich insbesondere auf die allgemeinen Zielsetzungen der S.G.R.W., auf die zu deren Umsetzung notwendigen Mittel, auf die Organisierung ihrer Aktivitäten sowie auf die Bedingungen, unter denen die in Artikel 8 angeführten finanziellen Mittel von der Wallonischen Region zur Verfügung gestellt werden und die Art und Weise, auf welche die Verwendung dieser Mittel überprüft wird.

Dieses Abkommen wird für einen Zeitraum von drei Jahren abgeschlossen und kann erneuert werden.

Spätestens drei Monate nach Gründung der Gesellschaft unterbreitet der Verwaltungsrat der S.G.R.W. den Entwurf eines Abkommens.

Die S.G.R.W. legt der Regierung einen Jahresbericht vor, in dem das Abkommen bewertet wird. Dieser Bericht wird innerhalb einer einmonatigen Frist von der Regierung dem Wallonischen Regionalrat zur Information übermittelt.

Art. 10 - Der höchste Bestand der Verbindlichkeiten der S.G.R.W. ist auf 10 Milliarden BEF festgelegt.

Art. 11 - Jedes Jahr erstattet die S.G.R.W. der Regierung Bericht über die Maßnahmen, die im Rahmen deren Aufgaben durchgeführt worden sind.

Sobald die Regierung den in Absatz 1 erwähnten Jahresbericht erhält, übermittelt sie ihn dem Wallonischen Regionalrat zur Information.

Quartalsweise übermittelt die S.G.R.W. der Regierung alle statistischen Daten sowie jede Information in bezug auf ihre Aufgaben.

Art. 12 - In Abschnitt II - Garantiefonds - werden die Artikel 12 bis 27 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung für das, was die Wallonische Region betrifft, aufgehoben. Sie finden jedoch weiterhin Anwendung auf die Akten, für die ein Beschluss vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets getroffen worden ist. Für die neuen Akten, die nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets eingereicht werden, wird die Aufhebung der Artikel 12 bis 27 des Gesetzes vom 4. August 1978 erst effektiv, nachdem das in Artikel 9 des vorliegenden Dekrets erwähnte Abkommen zwischen der S.G.R.W. und der Wallonischen Region erfolgreich abgeschlossen worden ist.

Art. 13 - Die S.G.R.W. übernimmt innerhalb zwölf Monaten nach deren Gründung die Rechte und Pflichten der Aktiengesellschaft «Crédit professionnel» (Berufskredit) bezüglich des Garantiefonds, der innerhalb dieser Gesellschaft eingerichtet ist., außer bei einer von der Regierung gebilligten Verlängerung.

Die gerichtlichen Schritte bezüglich der Rechte und Pflichten des besagten Fonds werden von der S.G.R.W. sowohl als Kläger als auch als Beklagter unternommen.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 6. Mai 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens
und der Internationalen Beziehungen,

W. ANCION

—
Note

(1) *Sitzungsperiode 1998-1999*

Dokumente des Rates 511 (1998-1999) Nr. 1 bis 8

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 28. April 1999

Diskussion - Abstimmung

VERTALING

N. 99 — 1732

[C - 99/27458]

6 MEI 1999. — Decreet houdende oprichting van de publiekrechtelijke naamloze vennootschap « Société de garantie régionale wallonne (S.G.R.W.) » (Waalse Gewestelijke Waarborgmaatschappij) (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Er wordt een « Société de garantie régionale wallonne » », afgekort : « S.G.R.W. » opgericht. De « S.G.R.W. » is een publiekrechtelijke naamloze vennootschap waarvan de sociale zetel in Luik gevestigd is. Wat betreft de aangelegenheden die door dit decreet niet geregeld worden, zijn de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, van toepassing.

De statuten, alsook elke wijziging daarvan behoeven de goedkeuring van de Regering.

Art. 2. § 1. De « S.G.R.W. » heeft als doel de toekenning van kredieten voor beroepsgebruik aan kleine en middelgrote ondernemingen te vergemakkelijken en hun oprichting en ontwikkeling in het Waalse Gewest te bevorderen.

De « S.G.R.W. » heeft als opdracht, met commissie, een gedeeltelijke en aanvullende waarborg toe te kennen betreffende de terugbetaling in kapitaal, renten en bijkomende leningen en kredieten toegestaan door :

1. krediet- en financiële instellingen die door de Bank- en Financiële Commissie erkend zijn;
2. vennootschappen die gespecialiseerd zijn in de financiering van verrichtingen betreffende de oprichting en ontwikkeling van kleine en middelgrote ondernemingen met uitzondering van die waarin het openbaar bestuur rechtstreeks of onrechtstreeks een meerderheidsdeelneming heeft, of van die welke in aanmerking komen voor een trekkingsrecht of een gewestelijke financiering.

De Regering bepaalt het niveau van de commissies.

§ 2. Onder « kleine en middelgrote onderneming » wordt verstaan elke natuurlijke persoon of elke vennootschap met de rechtspersoonlijkheid die voldoet aan de volgende criteria :

- 1° minder dan tweehonderd vijftig personen worden tewerkgesteld;
- 2° haar jaarlijkse omzet mag niet hoger zijn dan 40 miljoen euro of het totaal van haar jaarlijkse balans mag niet hoger zijn dan 27 miljoen euro.

Voor de toepassing van die maximumbedragen wordt niet alleen rekening gehouden met de gegevens van de betrokken onderneming maar ook met de vennootschappen waarin die onderneming rechtstreeks of onrechtstreeks maatschappelijke aandelen heeft die ten minste 25 % van het kapitaal vertegenwoordigen of die recht geven op ten minste 25 % van de stemmingsrechten.

Een vennootschap wordt niet beschouwd als een kleine en middelgrote onderneming als één of meerdere personen die met de definitie van kleine en middelgrote onderneming niet overeenkomen, sociale gedeelten in die vennootschap hebben die ten minste 25 % van het kapitaal vertegenwoordigen of die recht geven op ten minste 25 % van de stemmingsrechten.

Art. 3. De in het artikel 2, § 1, tweede lid, bedoelde opdracht betreft de volgende verrichtingen :

- 1° het investeringskrediet en de leasing bestemd voor :
 - a. de financiering van bebouwde of onbebouwde onroerende goederen met een maximumduur van vijftientig jaar;
 - b. de financiering van machines met een maximumduur van tien jaar;
 - c. de financiering van materieel, beroepsmeubilair of werktuigen met een maximumduur van vijf jaar;
 - d. de financiering met een maximumduur van vijf jaar van onstoffelijke investeringen zoals markt- of organisatiestudies, het onderzoek of het ontwerpen van prototypen, van nieuwe producten, van nieuwe vervaardigingswijzen, van commercialiseringsmethoden, de handelszaak en de aankoop van vergunningen of brevetten;
- 2° het krediet voor de vorming, de versterking of de aanvulling van het bedrijfskapitaal verminderd door de financiering van vroegere investeringen bedoeld in 1°;
- 3° het krediet bestemd voor de verhoging van eigen gelden of van oneigenlijke gelden van een kleine en middelgrote onderneming waarvan de meerderheid van de aandelen worden gehouden door natuurlijke personen en waarvan het beheer verzekerd wordt door ten minste één van die personen;
- 4° het krediet bestemd voor de verwerving van aandelen of deelnemingen in het kader van de overdracht of de verwerving van kleine en middelgrote ondernemingen;
- 5° het honoreringskrediet.

De Regering bepaalt de regels voor de uitvoering van de in het artikel 2, § 1, tweede lid, bedoelde opdracht. Zij kan de lijst van de in het eerste lid bedoelde verrichtingen nauwkeurig bepalen of beperken.

Art. 4. Om in aanmerking te komen voor de waarborg van de « S.G.R.W. », moet de kleine en grote onderneming behoren tot één van de volgende activiteitensectoren :

- 1° industrie, ambacht, handel of diensten;
- 2° visteelt;
- 3° productie van alternatieve en hernieuwbare energie;
- 4° sport en vrijetijdsbesteding.

De volgende sectoren worden uitgesloten :

- 1° banken en andere financiële instellingen, verzekeringsmaatschappijen en immobiliënmaatschappijen;
- 2° energie- of waterproductie en -voorziening;
- 3° onderwijs en vorming;

4° gezondheidszorg;

5° cultuur;

6° vrije beroepen zonder rechtstreeks verband met de economische activiteit van kleine en middelgrote ondernemingen.

De Regering kan de in het tweede lid bedoelde uitsluitingen uitbreiden of beperken tot andere activiteitensectoren voor elk soort verrichting bedoeld in artikel 3. In dat geval moet haar beslissing uitsluitend rekening houden met de beginselen en doelstellingen voor een duurzame ontwikkeling of voor de creatie van nieuwe banen.

Art. 5. Het maatschappelijk kapitaal van de « S.G.R.W. » is volgestort. De aandelen zijn op naam.

Het Gewest en de door de Regering gemachtigde rechtspersonen mogen aandeelhouders van de « S.G.R.W. » zijn. De gemachtigde rechtspersonen mogen niet meer dan 40 % van het maatschappelijk kapitaal houden.

Art. 6. De raad van bestuur bestaat uit :

1° zeven leden, met de voorzitter en de twee ondervoorzitters;

2° twee vertegenwoordigers van de « Union wallonne des Entreprises » , twee vertegenwoordigers van de « Entente wallonne des Classes moyennes » en twee vertegenwoordigers van werknemersorganisaties.

Met eensluidend advies van de Regering worden de leden van de raad van bestuur door de algemene vergadering benoemd voor een vernieuwbaar mandaat van zes jaar, op voordracht van de Regering voor de in het eerste lid, 1°, bedoelde leden, en op een dubbele lijst voor de in het eerste lid, 2°, bedoelde leden.

De voorzitter en de ondervoorzitters, die een directiecomité samenstellen, zijn belast met het dagelijks beheer van de « S.G.R.W. ».

Het verband tussen de vennootschap en haar personeelsleden is van contractuele aard.

De algemene vergadering bepaalt het bedrag van de emolumenten en bezoldigingen van de bestuurders, met goedkeuring van de Regering.

Art. 7. Het toezicht op de financiële toestand, op de jaarrekeningen en op de regelmatigheid van de verrichtingen t.o.v. de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, het decreet en de statuten van de « S.G.R.W. » wordt uitgevoerd door één of meerdere revisoren gekozen onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren.

Twee commissarissen die door de Regering aangewezen zijn, hierna de Regeringscommissarissen genoemd, wonen met raadgevende stem de raad van bestuur bij. Zij kunnen te allen tijde ter plaatse inzage nemen van de boeken, de briefwisseling, de proces-verbalen en in het algemeen van alle bescheiden en alle geschriften van de « S.G.R.W. ». Zij kunnen van elke bestuurder, ambtenaar en bediende alle verklaringen en inlichtingen vereisen alsook alle onderzoeken doen die ze noodzakelijk achten voor de uitvoering van hun mandaat. Bovendien kunnen ze elke vraag laten opnemen in de agenda die betrekking heeft op de inachtneming van het decreet, de statuten en de verplichtingen van de « S.G.R.W. ».

De Regeringscommissarissen beschikken over een termijn van vier wekdagen om beroep in te stellen tegen elke beslissing die zij tegenstrijdig achten met de wet, de decreten, de statuten, de in het artikel 9 bedoelde bijzondere overeenkomst of het algemeen belang. Het beroep heeft schorsende kracht. Die termijn loopt vanaf de dag van de vergadering waarop de beslissing werd genomen voor zover de Regeringscommissarissen er regelmatig voor opgeroepen werden en, in het tegenovergestelde geval, vanaf de dag waarop ze daarvan in kennis werden gesteld.

Elke Regeringscommissaris stelt beroep in bij de Regering. Als, binnen een termijn van dertig dagen die op dezelfde dag begint als de in het derde lid bedoelde termijn, de Regering waarbij het beroep aanhangig is, de beslissing niet heeft vernietigd, wordt die definitief. De vernietiging van de beslissing wordt door de Regering aan de raad van bestuur van de « S.G.R.W. » betekend.

De algemene vergadering bepaalt de emolumenten van de commissarissen.

Art. 8. De financiële en menselijke middelen die noodzakelijk zijn voor de vervulling van de in het artikel 3 bedoelde opdrachten en voor de dekking van de daaruit voortkomende lasten, worden door het Gewest toegekend aan de « S.G.R.W. ».

Art. 9. De Regering sluit met de « S.G.R.W. » een bijzondere overeenkomst waarbij de betrekkingen tussen het Waalse Gewest en de vennootschap wat betreft de uitvoering van dit decreet worden georganiseerd.

De overeenkomst wordt ter informatie door de Regering gezonden aan de Waalse Gewestraad.

De overeenkomst betreft, o.a., de algemene doelstellingen waarmee de « S.G.R.W. » belast is, de in te schakelen middelen, de organisatie van de activiteiten, alsook de voorwaarden voor de terbeschikkingstelling door het Waalse Gewest van de in het artikel 8 bedoelde financiële middelen, alsook de regels voor het toezicht op en het gebruik van haar middelen.

Die overeenkomst wordt voor een duur van drie jaar gesloten en is verlengbaar.

De raad van bestuur van de « S.R.G.W. » legt ten laatste binnen drie maanden vanaf de oprichting van de vennootschap een ontwerp-overeenkomst voor.

Een jaarlijks evaluatieverslag over de overeenkomst wordt door de « S.G.R.W. » aan de Regering voorgelegd. Het wordt binnen een termijn van één maand door de Regering aan de Waalse Gewestraad ter informatie overgemaakt.

Art. 10. Het maximale obligo van de verbintenissen van de « S.G.R.W. » bedraagt 10 miljoen frank.

Art. 11. Elk jaar bezorgt de « S.G.R.W. » een verslag aan de Regering betreffende de verrichtingen uitgevoerd in het kader van haar opdrachten.

Zodra de Regering het in het eerste lid bedoelde jaarlijkse verslag krijgt, wordt het ter informatie overgemaakt aan de Waalse Gewestraad.

Om de drie maanden maakt de « S.G.R.W. » alle statistische gegevens aan de Regering over, alsook alle inlichtingen betreffende haar opdrachten.

Art. 12. In Afdeling II – Waarborgfonds – worden de artikelen 12 tot 27 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering opgeheven wat het Waalse Gewest betreft. Die blijven echter van toepassing voor de dossiers die het voorwerp zijn geweest van aan de inwerkingtreding van dit decreet voorafgaande beslissingen. Wat betreft de nieuwe dossiers die na de inwerkingtreding van dit decreet zijn ingediend, zal de opheffing van de artikelen 12 tot 27 van de wet van 4 augustus 1978 alleen werkelijk zijn na de finalisering van de in het artikel 9 van dit decreet bedoelde overeenkomst tussen de « S.G.R.W. » en het Waalse Gewest.

Art. 13. De « S.G.R.W. » neemt de rechten en verplichtingen van de naamloze vennootschap « Crédit professionnel » over die betrekking hebben op het Waarborgfonds dat binnen die vennootschap gevestigd is, binnen twaalf maanden na haar oprichting, behalve door de Regering toegestane verlenging.

De rechtsvorderingen betreffende de rechten en verplichtingen van het bovenvermelde Fonds worden door de « S.G.R.W. » ingesteld zowel in de hoedanigheid van aanvrager als in die van verweerder.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999*

Stukken van de Waalse Gewestraad 511(1998-1999) nrs. 1 tot 8.

Volledig verslag, openbare vergadering van 28 april 1999.

Bespreking - Stemming.



F. 99 — 1733

[C - 99/27453]

6 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 1^{er} avril 1999 relatif à la conservation et à la protection du patrimoine

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 1^{er} avril 1999 relatif à la conservation et à la protection du patrimoine, notamment l'article 10;

Considérant que l'article 10 du décret du 1^{er} avril 1999 précité charge le Gouvernement wallon de fixer la date d'entrée en vigueur de celui-ci;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

Arrête :

Article unique. Sans préjudice de l'alinéa 2 du présent article, le décret du 1^{er} avril 1999 relatif à la conservation et à la protection du patrimoine entre en vigueur le 1^{er} juillet 1999.

Les nouveaux articles 217 à 229 constituant la section IV du chapitre II du titre II du nouveau livre III du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, créés par l'article 5 du décret, entrent en vigueur le 1^{er} mai 1999.

Namur, le 6 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON